



LE CHÂTEAU
DE MONTRÉAL

RAPPORT INTERMÉDIAIRE

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 AVRIL 2016

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires,

Le chiffre d'affaires pour le premier trimestre clos le 30 avril 2016 s'est élevé à 48,6 millions de dollars comparativement à 50,7 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 2 mai 2015, soit une baisse de 4,2 %, compte tenu de la fermeture de 16 magasins. Les ventes des magasins comparables ont diminué de 1,9 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (voir les mesures supplémentaires ci-après). Les ventes des magasins comparables incluent les ventes en ligne, qui se sont accrues de 53,9 % au premier trimestre. Le succès soutenu de nos ventes en ligne correspond au changement des habitudes d'achat des consommateurs au cours des dernières années et contribue à consolider notre stratégie de réduction du nombre de magasins de notre réseau de vente au détail.

Le résultat avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissement, sortie du bilan et dépréciation d'immobilisations corporelles (« BAIIA ajusté ») (voir les mesures supplémentaires ci-après) pour le premier trimestre de 2016 s'est établi à (9,1) millions de dollars, comparativement à (7,1) millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le fléchissement de 2,0 millions de dollars du BAIIA ajusté au cours du premier trimestre est essentiellement imputable à la baisse de 2,2 millions de dollars de la marge brute, contrebalancée par la réduction de 194 000 \$ des charges de vente et d'administration. Le recul de 2,2 millions de dollars de la marge brute s'explique par un déclin du pourcentage de la marge brute, laquelle est passée de 64,3 % en 2015 à 62,6 %, en raison de la hausse des activités de promotion, surtout dans les magasins-entrepôts où les produits escomptés des saisons précédentes sont écoulés, ainsi que de la baisse de l'ensemble du chiffre d'affaires de 4,2 % au premier trimestre. Pour ce qui est des magasins réguliers, le pourcentage de la marge brute est demeuré relativement stable comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, malgré la pression exercée par l'affaiblissement du dollar canadien sur les produits achetés.

La perte nette pour le premier trimestre clos le 30 avril 2016 a été de 14,3 millions de dollars, ou (0,48) \$ l'action, comparativement à une perte nette de 12,4 millions de dollars, ou (0,41) \$ l'action, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les cinq premières semaines du deuxième trimestre (jusqu'au 4 juin 2016), le total des ventes au détail a diminué de 4,7 %, compte tenu de la fermeture de 16 magasins, et les ventes des magasins comparables ont baissé de 0,4 % par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les ventes des magasins comparables incluent les ventes en ligne, qui se sont accrues de 69,0 %.

Je tiens à remercier nos employés, nos clients, nos fournisseurs et nos actionnaires de leur soutien constant.

(Signé)

Jane Silverstone Segal, B.A.LLL

Présidente du conseil et chef de la direction

Le 10 juin 2016

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 avril 2016 ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion de l'exercice clos le 30 janvier 2016. Les risques et incertitudes auxquels Le Château Inc. (la « Société ») doit faire face sont essentiellement les mêmes que ceux mentionnés dans la notice annuelle et le rapport de gestion contenu dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016. Le rapport de gestion a été préparé en date du 10 juin 2016.

Résultats d'exploitation

Le chiffre d'affaires pour le premier trimestre clos le 30 avril 2016 s'est élevé à 48,6 millions de dollars comparativement à 50,7 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 2 mai 2015, soit une baisse de 4,2 %, compte tenu de la fermeture de 16 magasins. Les ventes des magasins comparables ont diminué de 1,9 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (voir les mesures supplémentaires ci-après). Les ventes des magasins comparables incluent les ventes en ligne, qui se sont accrues de 53,9 % au premier trimestre. Le succès soutenu de nos ventes en ligne correspond au changement des habitudes d'achat des consommateurs au cours des dernières années et contribue à consolider notre stratégie de réduction du nombre de magasins de notre réseau de vente au détail.

Le résultat avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissement, sortie du bilan et dépréciation d'immobilisations corporelles (« BAIIA ajusté ») (voir les mesures supplémentaires ci-après) pour le premier trimestre de 2016 s'est établi à (9,1) millions de dollars, comparativement à (7,1) millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le fléchissement de 2,0 millions de dollars du BAIIA ajusté au cours du premier trimestre est essentiellement imputable à la baisse de 2,2 millions de dollars de la marge brute, contrebalancée par la réduction de 194 000 \$ des charges de vente et d'administration. Le recul de 2,2 millions de dollars de la marge brute s'explique par un déclin du pourcentage de la marge brute, laquelle est passée de 64,3 % en 2015 à 62,6 %, en raison de la hausse des activités de promotion, surtout dans les magasins-entrepôts où les produits escomptés des saisons précédentes sont écoulés, ainsi que de la baisse de l'ensemble du chiffre d'affaires de 4,2 % au premier trimestre. Pour ce qui est des magasins réguliers, le pourcentage de la marge brute est demeuré relativement stable comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, malgré la pression exercée par l'affaiblissement du dollar canadien sur les produits achetés.

L'amortissement pour le premier trimestre a diminué, pour atteindre 3,7 millions de dollars, par rapport à 4,4 millions de dollars pour la période correspondante de 2015, en raison de la réduction des investissements dans les actifs non financiers au cours des derniers exercices. Les sorties du bilan et la dépréciation d'immobilisations corporelles découlant des magasins fermés ainsi que des magasins non rentables ont augmenté pour s'établir à 178 000 \$ au premier trimestre de 2016, en regard de 20 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La hausse des frais financiers, qui sont passés de 806 000 \$ en 2015 à 1,2 million de dollars pour le premier trimestre de 2016, est imputable à des emprunts supplémentaires effectués au cours de la période.

La perte nette pour le premier trimestre a été de 14,3 millions de dollars, ou (0,48) \$ l'action, comparativement à une perte nette de 12,4 millions de dollars, ou (0,41) \$ l'action, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le secteur du commerce de détail a évolué au cours des dernières années, tout comme les habitudes d'achat des consommateurs, qui ont beaucoup changé en raison de l'avènement du commerce en ligne. En tenant compte de ces changements, la forte concentration de magasins dans les grands marchés urbains, un modèle gagnant avant l'ère numérique, n'est plus nécessaire. Par conséquent, compte tenu de cette évolution et de la situation à l'heure actuelle, notre stratégie consiste à revoir notre réseau de vente au détail et à fermer les magasins non rentables. À ce jour, nous avons accompli des progrès importants quant à la mise en œuvre de notre plan et nous croyons que nos objectifs de réduction du nombre de magasins seront en grande partie atteints d'ici trois ans compte tenu de l'échéance des baux.

Au cours du premier trimestre de 2016, la Société a rénové un magasin existant et, comme elle le prévoyait, elle a fermé cinq magasins non rentables. Au 30 avril 2016, la Société exploitait 206 magasins (y compris 62 magasins-entrepôts), comparativement à 222 magasins (y compris 42 magasins-entrepôts) au 2 mai 2015. La superficie totale du réseau de Le Château au 30 avril 2016 s'établissait à 1 136 000 pieds carrés, contre 1 216 000 pieds carrés au 2 mai 2015. En 2016, la Société prévoit fermer environ 14 magasins et s'attend à ce que la superficie totale de ses magasins soit ramenée à environ 1 100 000 pieds carrés. Au cours des trois prochains exercices, la Société prévoit réduire la superficie de ses établissements de détail d'environ 200 000 pieds carrés, ou 17 %, ce qui touchera plus particulièrement les magasins-entrepôts.

Liquidités et sources de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation pour le premier trimestre de 2016 se sont établis à 16,6 millions de dollars, en regard de 22,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution de 6,1 millions de dollars des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation découle principalement d'une diminution de 7,8 millions de dollars des besoins hors trésorerie du fonds de roulement attribuable au paiement des loyers de mai 2015 au cours du premier trimestre clos le 2 mai 2015, mais a été contrebalancée par une augmentation de 2,4 millions de dollars de la perte nette avant amortissement, sortie du bilan et dépréciation d'immobilisations corporelles pour le premier trimestre de 2016.

La dette bancaire (déduction faite de la trésorerie) et la facilité de crédit de la Société, y compris les tranches courantes, atteignaient 61,5 millions de dollars au 30 avril 2016, comparativement à 67,3 millions de dollars au 2 mai 2015 et à 45,5 millions de dollars au 30 janvier 2016. La diminution de la facilité de crédit est en partie attribuable aux loyers de mai 2015, totalisant 6,7 millions de dollars, versés au cours du premier trimestre clos le 2 mai 2015.

Le 5 juin 2014, la Société a renouvelé sa facilité de crédit adossée à des actifs pour une durée de trois ans. La facilité vient à échéance le 5 juin 2017, et sa limite est de 80,0 millions de dollars. La facilité de crédit renouvelable est garantie par la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les titres négociables, les soldes des cartes de crédit et les stocks de la Société, comme il est stipulé dans la convention. La facilité de crédit est constituée d'emprunts renouvelables comportant une facilité de prêt-relais d'un maximum de 15,0 millions de dollars et une facilité de lettre de crédit d'un maximum de 15,0 millions de dollars. Les montants disponibles portent intérêt à un taux fondé sur le taux préférentiel du Canada, majoré d'une marge applicable variant de 0,50 % à 1,00 %, ou au taux des acceptations bancaires, majoré d'une marge applicable variant de 1,75 % à 2,25 %. La Société doit payer une commission d'attente variant de 0,25 % à 0,375 % de la partie non utilisée du crédit renouvelable. Selon la convention de crédit, la Société est assujettie à certaines clauses restrictives non financières, y compris des restrictions à l'égard du versement de dividendes et du rachat d'actions de la Société dans certains cas. Au 30 avril 2016, la Société avait prélevé 62,3 millions de dollars (66,5 millions de dollars en 2015) sur cette facilité de crédit et avait des lettres de crédit de soutien en cours d'un total de 1,7 million de dollars (2,0 millions de dollars en 2015), ce qui réduisait la disponibilité des fonds en vertu de cette facilité. Une tranche du montant prélevé sur cette facilité de crédit est présentée comme un passif courant selon l'estimation de la Société au titre des éléments qui devraient être réglés au cours des 12 prochains mois. Les coûts de financement liés à l'obtention de la facilité susmentionnée ont été différés et portés en diminution des montants prélevés, et ils sont amortis sur la durée de la facilité.

Outre les lettres de crédit en cours, la Société n'avait aucun autre arrangement de financement hors bilan au 30 avril 2016.

Les dépenses d'investissement ont totalisé 1,6 million de dollars au premier trimestre de 2016, comparativement à 1,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Elles sont surtout attribuables à la rénovation d'un magasin existant et aux investissements dans les technologies de l'information. Les dépenses d'investissement ont été financées par la facilité de crédit de la Société ainsi que par le financement par emprunt à long terme supplémentaire de 2,5 millions de dollars obtenu au cours du premier trimestre de 2016.

Situation financière

À la clôture du premier trimestre de 2016, le fonds de roulement s'établissait à 78,5 millions de dollars, comparativement à 81,2 millions de dollars au 2 mai 2015 et à 80,7 millions de dollars au 30 janvier 2016.

La diminution des charges payées d'avance, qui sont passées de 8,2 millions de dollars à 1,5 million de dollars en 2016, est imputable au paiement des loyers de mai 2015 versés au cours du premier trimestre clos le 2 mai 2015 pour un total de 6,7 millions de dollars.

La dette à long terme, y compris la tranche courante, s'établissait à 32,1 millions de dollars au 30 avril 2016, par rapport à 30,0 millions de dollars au 30 janvier 2016. L'augmentation est imputable au financement par emprunt à long terme supplémentaire de 2,5 millions de dollars obtenu le 12 février 2016, déduction faite d'ajustements de la juste valeur de 156 000 \$ et de remboursements de 280 000 \$ effectués au cours du premier trimestre de 2016. Au 30 avril 2016, le ratio d'endettement était de 2,02:1, soit une hausse comparativement à 0,97:1 au 2 mai 2015. La dette comprend la facilité de crédit et la dette à long terme aux fins du calcul du ratio d'endettement.

Le 15 janvier 2016, la Société a conclu une convention de prêt de 10,0 millions de dollars avec une société qui est directement contrôlée par l'un de ses administrateurs, sur laquelle un montant de 7,5 millions de dollars a été prélevé à cette date. Le solde de 2,5 millions de dollars a été prélevé le 12 février 2016. Ce financement est sous forme d'emprunt garanti qui porte intérêt à un taux variable, payable mensuellement, égal au taux le moins élevé des deux taux suivants i) le taux préférentiel de la Banque Royale du Canada multiplié par deux et ii) 7,5 %. L'emprunt est remboursable à l'échéance le 31 janvier 2020 et, en vertu des modalités de sa facilité de crédit renouvelable, peut être remboursé de façon anticipée, en tout ou en partie, à tout moment, sans qu'une prime ou une pénalité doive être versée.

Rapport de gestion

Cet emprunt fournira à la Société le capital supplémentaire et la flexibilité financière dont elle a besoin surtout pour son fonds de roulement, y compris pour le financement de ses dépenses dans le cadre du programme de rénovation des magasins. L'emprunt est garanti par l'ensemble des actifs de la Société et est subordonné aux montants prélevés sur la facilité de crédit renouvelable de 80,0 millions de dollars tant sur le plan du rang que sur celui du remboursement.

Stocks

Au 30 avril 2016, le total des stocks s'élevait à 116,1 millions de dollars, contre 119,8 millions de dollars au 2 mai 2015 et 113,6 millions de dollars au 30 janvier 2016. Le total des stocks de produits finis, y compris les produits en transit, à la fin du premier trimestre de 2016 avait diminué de 2,0 % comparativement à celui au 2 mai 2015.

Dans le cadre de son plan de gestion des stocks, la Société continue d'exploiter 62 magasins-entrepôts (441 000 pieds carrés) dans son réseau afin de vendre les produits escomptés des saisons précédentes. De plus, la division Entrepôt sur le site Web a également joué un rôle important dans la vente de ces produits.

Informations sur les actions en circulation

Au 10 juin 2016, 25 403 762 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 4 560 000 actions de catégorie B avec droit de vote étaient en circulation. De plus, 2 692 000 options sur actions, dont les prix d'exercice varient de 0,31 \$ à 4,59 \$, sont en cours. De ce nombre, 1 413 200 options sur actions peuvent être exercées.

Estimations et méthodes comptables critiques

Estimations comptables critiques :

La préparation des états financiers exige que la Société estime l'incidence de divers éléments qui sont intrinsèquement incertains en date des états financiers. Chacune des estimations requises varie selon le degré de jugement utilisé et son incidence potentielle sur les résultats financiers présentés par la Société. Les estimations sont jugées critiques lorsqu'une estimation différente aurait pu être raisonnablement utilisée ou lorsque des modifications sont vraisemblablement susceptibles d'être apportées aux estimations d'une période à une autre et qu'elles auraient une incidence importante sur la situation financière, l'évolution de la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société. Les principales méthodes comptables de la Société sont présentées aux notes 3, 4 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, et les estimations critiques inhérentes à ces méthodes comptables sont présentées dans les paragraphes qui suivent.

Évaluation des stocks

La Société comptabilise une dévaluation pour refléter la meilleure estimation de la direction à l'égard de la valeur nette de réalisation de ses stocks, laquelle comporte des hypothèses et des estimations au titre des ventes futures d'unités, des prix de vente et des frais liés à l'élimination, le cas échéant, en fonction des résultats passés. La direction revoit continuellement la valeur comptable de ses stocks afin de déterminer, en fonction de la conjoncture économique et de l'évaluation des tendances de ventes, si la dévaluation est adéquate.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Un test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie avec leur valeur recouvrable respective d'après leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est établie selon les meilleures estimations de la direction au sujet des flux de trésorerie futurs, qui comprennent des estimations des taux de croissance, attendus de l'utilisation au cours de la durée restante des contrats de location, et actualisée selon un coût moyen pondéré du capital avant impôt.

La direction doit exercer une part importante de jugement pour déterminer si les établissements commerciaux individuels au sein desquels elle exerce des activités sont des unités génératrices de trésorerie individuelles ou si ces unités devraient être regroupées à un niveau régional afin de former une unité génératrice de trésorerie. Les jugements importants appliqués par la direction pour établir si les magasins doivent être regroupés dans une région géographique donnée pour former une unité génératrice de trésorerie incluent la détermination du comportement prévu des clients. Il faut aussi établir si les clients sont susceptibles de magasiner indifféremment dans n'importe lequel de nos magasins dans une région donnée et si la direction considère les flux de trésorerie générés par les magasins du groupe comme interdépendants.

Rapport de gestion

Produits différés

La Société évalue les passifs au titre des cartes-cadeaux et les produits relatifs aux cartes-cadeaux jamais échangées en estimant la valeur des cartes-cadeaux qui ne devraient pas être échangées par les clients en fonction des tendances historiques en matière d'échange.

Normes comptables mises en œuvre en 2016 :

Aucune nouvelle norme comptable n'a été appliquée au cours du trimestre clos le 30 avril 2016.

Nouvelles normes non encore en vigueur :

L'IFRS 16, *Contrats de location*, remplace les exigences de la norme IAS 17, *Contrats de location*. Cette nouvelle norme exige que la Société procède à une révision importante de sa façon de comptabiliser les contrats de location et ne permet plus la présentation de contrats de location hors bilan. L'IFRS 16 est obligatoire et s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société n'a pas encore évalué l'incidence à venir de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, remplace les exigences des normes IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et d'autres interprétations connexes. Cette norme énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et exige la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Ces modifications, dont l'application anticipée est permise, s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société n'a pas encore évalué l'incidence à venir de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, remplace les exigences de la norme IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Cette dernière version de l'IFRS 9 regroupe les phases relatives au classement et à l'évaluation, à la dépréciation et à la comptabilité de couverture du projet visant à remplacer l'IAS 39. En plus des nouvelles exigences de classement et d'évaluation des actifs financiers, du nouveau modèle général de comptabilité de couverture et d'autres modifications publiées dans les versions précédentes de l'IFRS 9, la norme présente également de nouvelles exigences sur la dépréciation fondées sur un modèle prospectif portant sur les pertes de crédit attendues. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société n'a pas encore évalué l'incidence à venir de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

Mesures supplémentaires

En plus d'offrir des renseignements sur des mesures du résultat selon les IFRS, le présent rapport de gestion présente le BAIIA ajusté comme mesure supplémentaire du résultat, lequel est défini comme le résultat avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissement, sortie du bilan et dépréciation d'immobilisations corporelles. Le BAIIA ajusté est présenté dans le but d'aider les lecteurs à établir la capacité de la Société de générer des flux de trésorerie des activités d'exploitation et d'acquitter ses charges financières. Il s'agit également d'un indicateur généralement utilisé aux fins d'évaluation pour des sociétés ouvertes de notre secteur.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA ajusté et de la perte avant recouvrement d'impôt sur le résultat figurant dans les comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités des périodes de trois mois closes le 30 avril 2016 et le 2 mai 2015 :

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois clos les	
	30 avril 2016	2 mai 2015
Perte avant recouvrement d'impôt sur le résultat	(14 273) \$	(12 358) \$
Amortissement	3 717	4 398
Sortie du bilan et dépréciation d'immobilisations corporelles	178	20
Frais financiers	1 247	806
Produits financiers	(2)	(2)
BAIIA ajusté	(9 133) \$	(7 136) \$

La Société présente également les ventes des magasins comparables qui sont définies comme le chiffre d'affaires généré par des magasins qui sont ouverts depuis au moins un an sur une base de semaines comparables. Les ventes des magasins comparables ne tiennent pas compte du chiffre d'affaires des magasins convertis en magasins-entrepôts ou en centres de liquidation au cours de l'exercice où la conversion a lieu.

Rapport de gestion

Le tableau suivant présente un rapprochement des ventes des magasins comparables et du chiffre d'affaires total figurant dans les comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités des périodes de trois mois closes le 30 avril 2016 et le 2 mai 2015 :

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois clos les	
	30 avril 2016	2 mai 2015
Ventes des magasins comparables – magasins réguliers	36 059 \$	36 384 \$
Ventes des magasins comparables – magasins-entrepôts	9 699	10 251
Total des ventes des magasins comparables	45 758	46 635
Ventes des magasins non comparables	2 871	4 111
Chiffre d'affaires total	48 629 \$	50 746 \$

Les mesures énoncées précédemment n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS, et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau ci-dessous présente les principales données financières pour les huit trimestres les plus récents. Ces informations trimestrielles non auditées ont été préparées selon les IFRS. Les résultats d'exploitation des trimestres ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour toute période future.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Chiffre d'affaires	Perte avant impôt sur le résultat	Perte nette	Perte par action	
				De base	Diluée
Premier trimestre clos le 30 avril 2016	48 629	(14 273) \$	(14 273) \$	(0,48) \$	(0,48) \$
Quatrième trimestre clos le 30 janvier 2016	65 198	(6 887)	(6 887)	(0,23)	(0,23)
Troisième trimestre clos le 31 octobre 2015	57 640	(12 478)	(12 478)	(0,42)	(0,42)
Deuxième trimestre clos le 1 ^{er} août 2015	63 292	(4 022)	(4 022)	(0,13)	(0,13)
Premier trimestre clos le 2 mai 2015	50 746	(12 358)	(12 358)	(0,41)	(0,41)
Quatrième trimestre clos le 31 janvier 2015	70 467	(11 609)	(11 609)	(0,39)	(0,39)
Troisième trimestre clos le 25 octobre 2014	58 134	(11 052)	(11 052)	(0,37)	(0,37)
Deuxième trimestre clos le 26 juillet 2014	68 304	(2 970)	(2 970)	(0,10)	(0,10)

Les ventes au détail sont habituellement plus élevées au cours du quatrième trimestre en raison de la période des Fêtes. En outre, les résultats du quatrième trimestre sont généralement réduits par les soldes qui suivent la période des Fêtes.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La chef de la direction et la chef des finances ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été fournie et qu'elle a été présentée de façon appropriée dans les documents annuels et trimestriels réglementaires.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et la chef des finances ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La chef de la direction et la chef des finances ont effectué une évaluation afin de déterminer si la Société a, au cours de la période de trois mois close le 30 avril 2016, apporté des modifications au CIIF qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier des effets notables. Aucune modification de ce genre n'a été relevée dans le cadre de leur évaluation.

Informations prospectives

Le présent rapport de gestion peut contenir des informations prospectives portant sur la Société ou sur l'environnement dans lequel elle évolue, qui sont fondées sur des attentes, des estimations et des prévisions de la Société. Ces informations ne constituent pas des garanties de rendement futur et comportent des risques et des incertitudes difficiles à prévoir et indépendants de la volonté de la Société. De fait, un certain nombre de facteurs peuvent intervenir et faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante de ceux qui sont exprimés aux présentes, facteurs qui sont également évoqués dans d'autres documents publics de la Société. Donc, les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux informations prospectives. De plus, ces dernières ne font état que de la situation à la date à laquelle elles ont été formulées, et la Société nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de revoir de telles informations à la suite de quelque événement ou circonstance que ce soit, sauf si la loi sur les valeurs mobilières applicable l'exige.

Rapport de gestion

Les facteurs qui pourraient faire en sorte qu'il y ait un écart important entre les résultats ou les événements réels et les prévisions actuelles comprennent notamment : la capacité de la Société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives commerciales et la mesure dans laquelle ces initiatives seront aussi fructueuses que prévu; les conditions de concurrence dans le secteur dans lequel la Société exerce ses activités; la variation des dépenses de consommation; la conjoncture économique générale et les incertitudes habituelles liées aux affaires; le caractère saisonnier et les conditions météorologiques; les changements dans les relations qu'entretient la Société avec ses fournisseurs; le renouvellement des contrats de location; la sécurité des technologies de l'information et la perte des données sur les clients; les variations des cours de change; les fluctuations des taux d'intérêt; le risque d'illiquidité et les modifications des lois, règles et règlements applicables à la Société. La liste des facteurs de risque qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur nos résultats.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

(non audité)

(en unités, sauf indication contraire)

	30 avril 2016	2 mai 2015
Fonds de roulement (en milliers de dollars)	78 497 \$	81 230 \$
Ratio du fonds de roulement	2,90	2,66
Ratio de liquidité relative	0,09	0,21
Ratio d'endettement ¹⁾	2,02	0,97
Dépenses d'investissement (en milliers de dollars)	1 627 \$	1 475 \$
Nombre de magasins en fin de trimestre	206	222
Superficie totale (en milliers de pi ²)	1 136	1 216
Valeur comptable de l'action	1,55 \$	2,68 \$

¹⁾ Comprend la tranche courante et la tranche non courante de la facilité de crédit et de la dette à long terme.

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 30 avril 2016	Au 2 mai 2015	Au 30 janvier 2016
ACTIF			
Actif courant			
Trésorerie (note 3)	402 \$	-	-
Créances clients	1 298	1 447	1 180
Impôt remboursable	344	694	569
Stocks (notes 3 et 4)	116 133	119 844	113 590
Charges payées d'avance	1 549	8 145	1 385
Total de l'actif courant	119 726	130 130	116 724
Dépôts	621	-	621
Immobilisations corporelles (note 5)	45 900	55 493	48 332
Immobilisations incorporelles (note 6)	2 977	2 616	2 813
	169 224 \$	188 239 \$	168 490 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif courant			
Dette bancaire	-	1 145 \$	545 \$
Tranche courante de la facilité de crédit (note 3)	22 506	29 397	12 944
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (note 7)	14 562	13 287	17 865
Produits différés	2 950	3 031	3 216
Tranche courante de la provision pour contrats déficitaires (note 8)	643	629	620
Tranche courante de la dette à long terme	568	1 411	848
Total du passif courant	41 229	48 900	36 038
Facilité de crédit (note 3)	39 411	36 788	31 962
Dette à long terme (note 13)	31 513	10 154	29 170
Provision pour contrats déficitaires (note 8)	1 350	1 444	1 453
Crédits différés au titre des contrats de location	9 190	10 752	9 513
Total du passif	122 693	108 038	108 136
Capitaux propres			
Capital social (note 9)	47 967	47 967	47 967
Surplus d'apport	9 005	5 015	8 555
Résultats non distribués (déficit)	(10 441)	27 219	3 832
Total des capitaux propres	46 531	80 201	60 354
	169 224 \$	188 239 \$	168 490 \$

Voir les notes des états financiers consolidés.

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

(non audité) (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Pour les trois mois clos les	
	30 avril 2016	2 mai 2015
Chiffre d'affaires (note 11)	48 629 \$	50 746 \$
Coût des ventes et charges		
Coût des ventes (note 4)	18 205	18 131
Charges de vente (note 5)	34 902	35 702
Charges d'administration (notes 5 et 6)	8 550	8 467
	61 657	62 300
Résultat des activités d'exploitation	(13 028)	(11 554)
Frais financiers	1 247	806
Produits financiers	(2)	(2)
Perte avant impôt sur le résultat	(14 273)	(12 358)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	-	-
Perte nette	(14 273) \$	(12 358) \$
Perte nette par action (note 10)		
De base	(0,48) \$	(0,41) \$
Diluée	(0,48)	(0,41)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	29 964	29 964

Voir les notes des états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois clos les	
	30 avril 2016	2 mai 2015
CAPITAL SOCIAL	47 967 \$	47 967 \$
SURPLUS D'APPORT		
Solde au début de la période	8 555 \$	4 439 \$
Ajustement de la juste valeur de la dette à long terme	347	403
Charge de rémunération fondée sur des actions	103	173
Solde à la fin de la période	9 005 \$	5 015 \$
RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS (DÉFICIT)		
Solde au début de la période	3 832 \$	39 577 \$
Perte nette	(14 273)	(12 358)
Solde à la fin de la période	(10 441) \$	27 219 \$
Total des capitaux propres	46 531 \$	80 201 \$

Voir les notes des états financiers consolidés.

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Pour les trois mois clos les	
	30 avril 2016	2 mai 2015
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(14 273) \$	(12 358) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets des activités d'exploitation		
Amortissement (notes 5 et 6)	3 717	4 398
Sortie du bilan et dépréciation d'immobilisations corporelles (note 5)	178	20
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location	(323)	(602)
Rémunération fondée sur des actions	103	173
Provision pour contrats déficitaires	(80)	(78)
Frais financiers	1 247	806
Intérêts payés	(917)	(711)
	(10 348)	(8 352)
Variation nette des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement liée aux activités d'exploitation	(6 550)	(14 315)
Impôt remboursé	300	-
Flux de trésorerie des activités d'exploitation	(16 598)	(22 667)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la facilité de crédit	16 952	17 708
Coût de financement	-	(31)
Produit de la dette à long terme	2 500	5 000
Remboursement de la dette à long terme	(280)	(875)
Flux de trésorerie des activités de financement	19 172	21 802
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles (notes 5 et 6)	(1 627)	(1 475)
Flux de trésorerie des activités d'investissement	(1 627)	(1 475)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	947	(2 340)
Trésorerie (dette bancaire) au début de la période	(545)	1 195
Trésorerie (dette bancaire) à la fin de la période	402 \$	(1 145) \$

Voir les notes des états financiers consolidés.

(Non audités – Les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf l'information relative aux actions.)

1. Renseignements sur la Société

Le conseil d'administration a autorisé la publication, le 10 juin 2016, des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de trois mois close le 30 avril 2016 de Le Château Inc. (la « Société »). La Société a été constituée au Canada où se trouve également son siège social, et ses actions sont cotées en Bourse. Le siège social est situé à Montréal, dans la province de Québec, au Canada. La principale activité de la Société est la vente au détail de vêtements, d'accessoires et de chaussures modernes destinés aux femmes et aux hommes soucieux de la mode.

2. Base d'établissement

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de trois mois close le 30 avril 2016 ont été préparés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Les méthodes comptables et les modalités de calcul utilisées pour établir les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont les mêmes que celles qui ont été employées dans la préparation des derniers états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 30 janvier 2016. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de trois mois close le 30 avril 2016 doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 30 janvier 2016 préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Nouvelles normes comptables mises en œuvre

Aucune nouvelle norme comptable n'a été appliquée au cours du trimestre clos le 30 avril 2016.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la Société et de sa filiale en propriété exclusive. Les états financiers intermédiaires non audités de la filiale sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que la société mère et selon les mêmes méthodes comptables. La totalité des transactions, des soldes et des profits latents ou des pertes latentes intersociétés ont été éliminés. La Société ne détient aucune participation dans des entités ad hoc.

3. Facilités de crédit

Le 5 juin 2014, la Société a renouvelé sa facilité de crédit adossée à des actifs pour une durée de trois ans. La facilité vient à échéance le 5 juin 2017, et sa limite est de 80,0 millions de dollars. La facilité de crédit renouvelable est garantie par la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les titres négociables, les soldes des cartes de crédit et les stocks de la Société, comme il est stipulé dans la convention. La facilité de crédit est constituée d'emprunts renouvelables comportant une facilité de prêt-relais d'un maximum de 15,0 millions de dollars et une facilité de lettre de crédit d'un maximum de 15,0 millions de dollars. Les montants disponibles portent intérêt à un taux fondé sur le taux préférentiel du Canada, majoré d'une marge applicable variant de 0,50 % à 1,00 %, ou au taux des acceptations bancaires, majoré d'une marge applicable variant de 1,75 % à 2,25 %. La Société doit payer une commission d'attente variant de 0,25 % à 0,375 % de la partie non utilisée du crédit renouvelable. Selon la convention de crédit, la Société est assujettie à certaines clauses restrictives non financières, y compris des restrictions à l'égard du versement de dividendes et du rachat d'actions de la Société dans certains cas. Au 30 avril 2016, la Société avait prélevé 62,3 millions de dollars (66,5 millions de dollars en 2015) sur cette facilité de crédit et avait des lettres de crédit de soutien en cours d'un total de 1,7 million de dollars (2,0 millions de dollars en 2015), ce qui réduisait la disponibilité des fonds en vertu de cette facilité. Une tranche du montant prélevé sur cette facilité de crédit est présentée comme un passif courant selon l'estimation de la Société au titre des éléments qui devraient être réglés au cours des 12 prochains mois. Les coûts de financement liés à l'obtention de la facilité susmentionnée ont été différés et portés en diminution des montants prélevés, et ils sont amortis sur la durée de la facilité.

4. Stocks

	30 avril 2016	2 mai 2015	30 janvier 2016
Matières premières	4 454 \$	5 715 \$	4 634 \$
Produits en cours	2 011	2 181	2 304
Produits finis	107 238	109 585	99 716
Produits finis en transit	2 430	2 363	6 936
	116 133 \$	119 844 \$	113 590 \$

Le coût des stocks passé en charges et inclus dans le coût des ventes pour la période de trois mois close le 30 avril 2016 s'est établi à 18,2 millions de dollars (18,1 millions de dollars en 2015). Au cours du premier trimestre, la Société n'a comptabilisé aucune dévaluation, puisque la valeur nette de réalisation était inférieure au coût (néant en 2015), ni aucune reprise au titre des dévaluations de stocks de périodes antérieures.

5. Immobilisations corporelles

L'amortissement pour les périodes de trois mois closes le 30 avril 2016 et le 2 mai 2015 est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés comme suit :

	Pour les trois mois clos les	
	30 avril 2016	2 mai 2015
Charges de vente	2 857 \$	3 293 \$
Charges d'administration	546	679
	3 403 \$	3 972 \$

Au cours du premier trimestre clos le 30 avril 2016, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées à 1,1 million de dollars (1,4 million de dollars en 2015).

Au cours du premier trimestre clos le 30 mai 2016, les sorties du bilan d'immobilisations corporelles ont atteint 178 000 \$ (20 000 \$ en 2015). Ces immobilisations corporelles étaient principalement liées aux améliorations locatives et au mobilier et aux agencements qui ne sont plus utilisés en raison de la rénovation et de la fermeture de magasins.

Aucune dépréciation des immobilisations corporelles n'a été comptabilisée au cours de la période (néant en 2015). Aucune perte de valeur comptabilisée au cours des périodes antérieures n'a fait l'objet d'une reprise (néant en 2015).

6. Immobilisations incorporelles

Au cours du premier trimestre clos le 30 avril 2016, les acquisitions d'immobilisations incorporelles se sont élevées à 478 000 \$ (81 000 \$ en 2015). L'amortissement pour la période de trois mois close le 30 avril 2016 s'est établi à 314 000 \$ (426 000 \$ en 2015) et est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés dans les charges d'administration. Aucune dépréciation des immobilisations incorporelles n'a été comptabilisée au cours de la période (néant en 2015).

7. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	30 avril 2016	2 mai 2015	30 janvier 2016
Dettes fournisseurs	7 880 \$	6 635 \$	10 707 \$
Créditeurs autres que des dettes fournisseurs	1 002	1 290	411
Créditeurs autres que des dettes fournisseurs envers les parties liées	157	31	131
Charges à payer liées aux avantages du personnel	5 523	5 331	6 616
	14 562 \$	13 287 \$	17 865 \$

8. Provision pour contrats déficitaires

	\$
Solde au 30 janvier 2016	2 073
Établies au cours de la période	75
Amortissement	(155)
Solde au 30 avril 2016	1 993
Moins : tranche courante	(643)
	1 350

Une provision pour contrats déficitaires a été comptabilisée à l'égard des contrats de location de magasins pour lesquels les coûts inévitables liés à la satisfaction des obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus du contrat. La provision a été établie en fonction de la valeur actuelle du montant le moins élevé entre le coût prévu de la résiliation du contrat et le coût net prévu d'exécution du contrat.

9. Capital social

a) Actions émises et en circulation

	30 avril 2016		30 janvier 2016	
	Nombre d'actions	\$	Nombre d'actions	\$
Actions de catégorie A avec droit de vote subalterne	25 403 762	47 565	25 403 762	47 565
Actions de catégorie B avec droit de vote	4 560 000	402	4 560 000	402
	29 963 762	47 967	29 963 762	47 967

Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

b) Régime d'options sur actions

Le régime d'options sur actions de la Société se présente comme suit :

	30 avril 2016		2 mai 2015	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de la période	2 703 500	2,95 \$	2 871 000	3,67 \$
Frappées d'extinction	(11 500)	2,26	(11 000)	1,55
En cours à la fin de la période	2 692 000	2,95 \$	2 860 000	3,68 \$
Options exerçables à la fin de la période	1 413 200	2,94 \$	1 063 800	4,71 \$

10. Perte par action

Le tableau suivant présente le nombre d'actions qui a été utilisé dans le calcul de la perte par action :

	Pour les trois mois clos les	
	30 avril 2016	2 mai 2015
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	29 963 762	29 963 762
Effet dilutif des options sur actions	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	29 963 762	29 963 762

Comme la Société a déclaré une perte nette pour les périodes de trois mois closes le 30 avril 2016 et le 2 mai 2015, le nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action est le même, puisque les options sur actions entraîneraient une réduction de la perte par action et, par conséquent, auraient un effet antidilutif.

11. Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans un seul secteur, soit la vente au détail de vêtements, d'accessoires et de chaussures destinés aux femmes et aux hommes soucieux de la mode. Les actifs de la Société sont situés au Canada.

	Pour les trois mois clos les	
	30 avril 2016	2 mai 2015
Ventes par division		
Vêtements pour femmes	30 059 \$	31 551 \$
Vêtements pour hommes	7 268	8 122
Chaussures	6 452	5 552
Accessoires	4 850	5 521
	48 629 \$	50 746 \$

12. Instruments financiers

Juste valeur

	30 avril 2016		30 janvier 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Passifs financiers				
Facilité de crédit	62 257 \$	62 257 \$	45 306 \$	45 306 \$
Dettes à long terme	32 081	29 068	30 018	28 810
	94 338 \$	91 325 \$	75 324 \$	74 116 \$

La Société a établi la juste valeur estimative de ses instruments financiers selon des méthodes d'évaluation appropriées; toutefois, elle doit faire preuve de jugement au moment de l'établissement de ces estimations. L'utilisation de diverses hypothèses ou méthodes peut avoir une incidence notable sur la juste valeur estimative. La juste valeur estimative de la facilité de crédit et de la dette à long terme a été établie par l'actualisation des flux de trésorerie prévus à des taux actuellement offerts à la Société pour une dette semblable (niveau 2).

Aucun transfert important n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur au cours de la période considérée.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Il n'y a pas eu de changement relativement à l'ensemble des risques courus par la Société au cours de la période de trois mois close le 30 avril 2016. Les informations se rapportant aux risques, en particulier au risque de crédit, au risque d'illiquidité, au risque de change et au risque de taux d'intérêt, sont présentées ci-dessous.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte imprévue en cas de non-respect des obligations contractuelles d'un client ou d'une contrepartie à un instrument financier. Les instruments financiers de la Société qui sont exposés à une concentration du risque de crédit sont principalement ses soldes de trésorerie. La Société atténue le risque de crédit lié à la trésorerie en investissant les liquidités disponibles auprès de grandes banques à charte canadiennes.

La trésorerie de la Société n'est pas soumise à des restrictions externes.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité correspond au risque que la Société soit incapable de respecter ses obligations financières à l'échéance. La Société gère son risque d'illiquidité en s'assurant, dans la mesure du possible, de toujours avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses obligations à l'échéance. Les liquidités de la Société suivent une courbe saisonnière en fonction du calendrier des achats de stocks et des dépenses d'investissement. Au 30 avril 2016, la Société disposait de 402 000 \$ en trésorerie. En outre, comme il est indiqué à la note 3, la Société a une facilité de crédit adossée à des actifs de 80,0 millions de dollars, sur laquelle 64,0 millions de dollars avaient été prélevés au 30 avril 2016, y compris les lettres de crédit de soutien en cours. La Société prévoit financer les rénovations de ses magasins au moyen des flux de trésorerie des activités d'exploitation et de la dette à long terme ainsi que de sa facilité de crédit adossée à des actifs. La Société prévoit que le paiement de ses dettes fournisseurs et autres créditeurs sera effectué dans une période de 90 jours et que sa dette à long terme sera remboursée selon les modalités contractuelles convenues et comme il est mentionné ailleurs dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ou encore dans ses états financiers consolidés annuels.

Risque de marché – risque de change

Le risque de change auquel la Société est exposée se limite essentiellement aux fluctuations entre le dollar canadien et le dollar américain. Pour se protéger contre les risques de perte découlant d'une baisse éventuelle de la valeur du dollar canadien par rapport aux devises, la Société peut conclure des contrats à terme afin de fixer le taux de change pour une tranche de ses besoins en dollars américains prévus. Les contrats sont appariés avec les achats en devises prévus.

Au 30 avril 2016, il n'y avait aucun contrat à terme en cours.

Risque de marché – risque de taux d'intérêt

Les instruments financiers qui exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie comprennent les actifs et passifs financiers assortis de taux d'intérêt variables, et sont composés de la trésorerie, de la facilité de crédit et de la dette à long terme des parties liées. Au 30 avril 2016, la trésorerie et la dette bancaire comprenaient les fonds en caisse et les soldes auprès de banques.

Les actifs et passifs financiers assortis d'un taux d'intérêt fixe sont assujettis à un risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur. L'obligation en vertu d'un contrat de location-financement de la Société est le seul passif financier assorti d'un taux d'intérêt fixe. Elle est comptabilisée au coût amorti.

13. Opérations entre parties liées

Outre la rémunération touchée par des membres clés de la direction au cours de la période de trois mois close le 30 avril 2016, les opérations entre parties liées suivantes ont eu lieu :

Certaines sociétés qui sont contrôlées directement ou indirectement par un administrateur sous-louaient des locaux auprès de la Société jusqu'en mai 2015. Le total des montants reçus en vertu de la sous-location au cours de la période de trois mois close le 2 mai 2015 s'est élevé à 32 000 \$.

Le 15 janvier 2016, la Société a conclu une convention de prêt de 10,0 millions de dollars avec une société qui est directement contrôlée par l'un de ses administrateurs, sur laquelle un montant de 7,5 millions de dollars a été prélevé à cette date. Le solde de 2,5 millions de dollars a été prélevé le 12 février 2016. Ce financement est sous forme d'emprunt garanti qui porte intérêt à un taux variable, payable mensuellement, égal au taux le moins élevé des deux taux suivants i) le taux préférentiel de la Banque Royale du Canada multiplié par deux et ii) 7,5 %. L'emprunt est remboursable à l'échéance le 31 janvier 2020 et, en vertu des modalités de sa facilité de crédit renouvelable, peut être remboursé de façon anticipée, en tout ou en partie, à tout moment, sans qu'une prime ou une pénalité doive être versée. L'emprunt a été évalué à sa juste valeur à la date d'établissement, avec un taux d'intérêt effectif de 9,6 %. La juste valeur du montant prélevé sur les emprunts le 15 janvier 2016 et le 12 février 2016 s'est établie respectivement à 6,5 millions de dollars et à 2,2 millions de dollars. La juste valeur a été estimée au moyen des flux de trésorerie futurs actualisés. La valeur résiduelle entre le montant du capital des emprunts et leur juste valeur a été comptabilisée à titre de surplus d'apport.

Cet emprunt fournira à la Société le capital supplémentaire et la flexibilité financière dont elle a besoin surtout pour son fonds de roulement, y compris pour le financement de ses dépenses dans le cadre du programme de rénovation des magasins. L'emprunt est garanti par l'ensemble des actifs de la Société et est subordonné aux montants prélevés sur la facilité de crédit renouvelable de 80,0 millions de dollars tant sur le plan du rang que sur celui du remboursement. Pour la période de trois mois close le 30 avril 2016, la Société a comptabilisé des charges d'intérêts de 468 000 \$ (100 000 \$ pour la période de trois mois close le 2 mai 2015).

Au 30 avril 2016, le montant à payer à des parties liées s'élevait à 157 000 \$ (131 000 \$ au 30 janvier 2016).